



Journée REDD+/Nagoya

(En marge du 9^{ème} Comité Consultatif Régional du PFBC)

Les grandes conclusions

Les grandes conclusions

A Bujumbura (Burundi) s'est tenue la Journée REDD+/Nagoya du Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo (PFBC). Cette réunion a été organisée par la Facilitation du PFBC avec l'appui financier du Gouvernement du Canada.

L'objectif global de la réunion était de contribuer à capitaliser les leçons apprises sur la durabilité des écosystèmes forestiers du bassin du Congo et la réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation forestière.

Il s'agissait plus spécifiquement de :

- Renforcer les échanges sur les leçons apprises et les recommandations de Nagoya et Cancun ;
- Dégager les leçons apprises sur les initiatives en cours ;
- Renforcer la coordination dans le développement des initiatives émergentes.

La réunion avait comme principaux résultats attendus:

- Le partage et la capitalisation des recommandations de Nagoya et de Cancun ;
- L'Inventaire des fonds, les instruments existants et potentiels ;
- Le partage et la capitalisation des leçons apprises sur la mise en œuvre de ces fonds et la coordination des initiatives.

Présidée par M. Gaston Grenier, Facilitateur du PFBC et M. Cléto Ndikumagenge, Facilitateur Délégué, la réunion de Bujumbura était facilitée en session 1 par le Dr Denis Sonwa du CIFOR, M. Léonard Usongo de l'UICN et Mme

Ndayishimye Renilde du Point focal Climat Burundi pour la session 2 et 3 respectivement ; et la dernière session 4 par le Dr Chimere Diaw du Secrétariat du Réseau Africain des Forêts Modèles (SRAFM). Elle a rassemblé une centaine de participants représentant les partenaires du PFBC à savoir :

- Les représentants des pays de l'espace COMIFAC et du Secrétariat Exécutif de la COMIFAC
- Les Représentants des institutions partenaires de la COMIFAC (les réseaux CEFDHAC, OFAC, OSFAC, ...)
- Les Représentants des pays du « nord » membres du PFBC : Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Norvège...,
- Les représentants des organisations et institutions internationales (FNUF, Banque Mondiale, BDEAC, FAO, SRAFM, UICN, CIFOR, FSC, USAID/CARPE...)
- Les Représentant des Groupes de Recherches : CIRAD, ICRAF, CIFOR,
- Les Représentants du secteur privé :

La journée REDD+/Nagoya s'est déroulée suivant plusieurs temps forts dont les plus importants étaient :

- Cérémonie d'ouverture
- Présentation en plénières
- Panel des Facilitateurs

1. Cérémonie d'ouverture

Trois allocutions ont ponctué la cérémonie solennelle d'ouverture : le mot de M. Gaston Grenier, Facilitateur du PFBC ; l'allocution de M. Raymond Mbitikon, Secrétaire Exécutif de la COMIFAC ; et le discours d'ouverture

prononcé par S.E. Jean Marie Nibirantije, Ministre de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme (MEEATU).

2. Présentation en plénières

Le thème de la journée REDD+/Nagoya était centré sur la « Mise en œuvre des recommandations de Cancun et de Nagoya ». Quatre sous thèmes organisés en sessions plénières ont été identifiés :

- Session 1 : Mise en œuvre des Déclaration de Nagoya et de Cancun
- Session 2 : Principaux défis du REDD+ en Afrique Centrale
- Session 3 : Leçons apprises sur les initiatives novatrices
- Session 4 : Initiatives émergentes

De nombreuses communications en moyenne trois présentations par session ont été faites en plénière pendant toute la journée des travaux (voir programme de la journée REDD+/Nagoya en annexe de ce document).

3. Panel des Facilitateurs

Un panel des facilitateurs de sessions a été aménagé à la fin de la journée REDD+/Nagoya afin de donner à chaque Facilitateur de session de présenter les grandes conclusions, résumés et/ou recommandations de session.

A l'issue de la journée intense de discussions autour de la mise en œuvre des recommandations de Cancun et de Nagoya dans le Bassin du Congo, les principales recommandations et synthèses formulées et restituées par les Facilitateurs des sessions sont groupées ci-après :

a) Résumés/Recommandations - Session 1. Mise en œuvre des déclarations de Nagoya et de Cancun

Facilitateur : Dr Denis Sonwa, CIFOR

- Dans le cadre de la structuration du cadre international sur la biodiversité et la lutte contre les changements climatiques, les forêts et les ressources forestières ont une place importante. Les Etats de l'espace COMIFAC, les membres du PFBC et parties à la CDB sont invités à :
 - ✓ Ratifier le protocole de Nagoya sur l'APA avant fin juillet 2012,
 - ✓ S'approprier la stratégie sous-régionale APA de la COMIFAC,
 - ✓ Réviser les Stratégies et Plan d'Action Nationaux en matière de Biodiversité (SPANB) en y intégrant les dispositions pertinentes du protocole APA de Nagoya et de la stratégie sous-régionale sur l'APA de la COMIFAC
- La typologie des sources de financement se diversifie de plus en plus (elle comprend actuellement les sources innovantes comme les PES liées au REDD+...), mais il est nécessaire de donner une plus grande visibilité sur l'importance de la forêt et de drainer vers elle plus de financements aussi bien au niveau international que national. Il est également indispensable de mieux préparer les pays d'Afrique Centrale à l'accès aux sources multiples de financements pour la gestion durable des forêts. Le Forum des Nations Unies sur les Forêts travaille spécifiquement sur ces problématiques.
- La durabilité du financement du secteur forestier est tributaire du contexte international (marqué à certains moments par des crises financières) et national (marqué souvent par une faible capacité à mobiliser des financements). Les états de la sous-région sont invités à formaliser les structures formelles de collecte de financement du secteur forestier, mais surtout à les faire fonctionner. La mobilisation des finances (surtout internationale) doit aller de pair avec une volonté politique forte dans la gestion des forêts qui est nécessaire pour permettre une transformation durable.

- Il est souhaitable que les Etats traduisent les accords internationaux et leurs avances (Cancun et Nagoya) dans le cadre institutionnel de leur pays (comme mentionné en (1) pour la biodiversité). Que ces états et les partenaires du PFBC soutiennent les Groupes techniques (comme celui sur la biodiversité, celui sur les changements climatiques) et les aide à être opérationnelle (aussi bien dans le cadre des réunions thématiques que de la participation aux fora internationaux). Ces Groupes Techniques de l’Afrique Centrale arrivent à catalyser les positions africaines autour des négociations sur le climat et la biodiversité et ont donc besoins d’être encouragés.
- La coopération a besoin d’être renforcée entre les pays d’Afrique Centrale et ses partenaires pour les aider à mieux gérer les forêts et atteindre les engagements internationaux dans le domaine de la CBD, la CCNUCC et le FNUF, et en remplissant ces objectifs de développement.

b) Résumé/Recommandations - Session 2: Principaux défis du REDD+ en Afrique Centrale

Facilitateur : Leonard Usongo, UICN

- Les décideurs et la société civile doivent identifier des schémas de tenure garantissant les droits des communautés et tenant compte des intérêts des parties prenantes
- La COMIFAC adopte une méthodologie d’estimation des stocks de carbone
- Harmonisation du système MNV sur la base des expériences de recherche existantes
- Rendre effectifs des fonds verts pour le bassin du Congo – Fond vert favorisant les structures de financements existants comme la BDEAC

c) Résumé/Recommandations - Session 3 : Leçons apprises sur les initiatives novatrices

Facilitation : Point focal Climat Burundi, Mme Ndayishimye Renilde

- L'adaptation et l'atténuation sont prises en considération avec les stratégies nationales et régionales tenant compte des communautés locales
- La Forêt modèle est un puissant outil de la gestion durable des forêts et de l'environnement avec un développement économique durable et innovant. Elle permet une bonne gouvernance forestière « Action-innovation et développement durable »
- Il faut renforcer le Leadership de la COMIFAC dans les négociations afin que la région bénéficie d'une manière effective des mécanismes de marché du MNV et du REDD+, bref du Fond vert climat
- Il faut garder, maintenir l'unité de la COMIFAC même dans les mécanismes de financement
- Il faut intégrer la REDD+ dans les législations des pays de la COMIFAC

d) Résumé/Recommandations - Session 4 : Initiatives émergentes

- **Des questionnements** sur les types de réformes, les acteurs et conditions préalables pour un marché du carbone et la compréhension des enjeux par les Etats. Que va-t-il se passer quand l'économie va changer et c'est certain qu'elle va changer ?
 - ✓ Eléments de certitudes : titre irrévocables, contact opposable
 - ✓ Rêve des Etats : beaucoup de dollars.
- **Des incertitudes** : la situation de la monnaie carbone ; la divergence de position des Etats sur les questions de REDD. Des incertitudes liées au dispositif mondial de compensation et de financement à l'échelle internationale (montants, calendrier et principes d'attribution) ; à la propriété du carbone forestier ; à la question du foncier forestier : des droits de propriété mal définis et contestés et plus généralement, les droits privés enchâssés dans les droits collectifs.
- **Défis** :
 - ✓ L'application des accords
 - ✓ Le renforcement des capacités pour la gestion des Aires Protégées (AP)
 - ✓ L'implication effective des populations (enjeux de la périphérie des AP)
 - ✓ Nécessaire collaboration public-privé
 - ✓ Etc.

- **Quelques recommandations**

- ✓ Dimension de la gouvernance, leur lien stratégique et leur importance dans le processus REDD aux niveaux international, national et local. Des incertitudes sont à intégrer dans la stratégie avec un mainstreaming dans le contexte plus large du développement de la biodiversité, du changement climatique. Au-delà des négociations, intégrer la sphère publique et privée très absente dans les négociations
- ✓ Nécessité de bien préciser le type de réformes désirées, les acteurs et les conditions préalables pour un marché de carbone.
- ✓ Instituer un dialogue multi-acteurs bien structuré et opérationnel
- ✓ Renforcer la participation des communautés aux dialogues politiques
- ✓ Penser à la sécurisation foncière pour permettre aux communautés d'accéder aux titres de concessions ;
- ✓ Créer des conditions favorables pour la mise en place de stratégies nationales mieux élaborées que celle en cours actuellement.

Fait à Bujumbura le 25 mai 2011

Les participants